



## **AMERIQUE/BRESIL - Mobilisation de milliers de religieux dans le domaine de la lutte contre le trafic d'êtres humains**

Brasilia (Agence Fides) – Plus de 30.000 religieuses, près de 8.000 prêtres et environ 2.700 religieux non prêtres se trouvent mobilisés « en vue d'une campagne de prévention qui débutera le 18 mai dans toutes les villes accueillant le championnat du monde de football et ce jusqu'à la fin des matchs » afin d'accroître la conscience de la population à propos de problèmes tels que le trafic d'êtres humains et l'exploitation sexuelle dans le pays. Cette campagne, intitulée « Jouer en faveur de la vie », est promue par la Conférence des Religieux du Brésil (CRB), est en pleine phase préparatoire, selon une note parvenue à l'Agence Fides. Selon Sœur Eurides de Oliveira, coordinatrice du réseau "Un cri pour la vie", chargée de préparer la campagne, l'action des prêtres et des religieux se concentrera principalement sur « la prévention et l'information ». Dans les stations d'autobus, les transports en commun, les aéroports et les hôtels des villes accueillant des matchs seront distribués des tracts portant relatifs à la prévention des différentes formes de trafic d'êtres humains.

Sur la base des données recueillies par l'organisation, le trafic d'êtres humains et l'exploitation sexuelle constituent désormais une menace pour de nombreux enfants, jeunes et adultes, et, dans le même temps, représente un chiffre d'affaires se comptant en milliards de dollars. Des événements internationaux comme la Coupe du monde de football « finissent par représenter des occasions pour la pratique de ce crime », du moment que, « dans de nombreux cas, les enfants sont adoptés illégalement ; les adolescents sont impliqués initialement dans la promotion du sport mais sont ensuite plongés dans les réseaux de l'exploitation sexuelle » souligne la note de la CRB.

La campagne « Jouer en faveur de la vie » bénéficie du soutien d'organisations locales et internationales comme la Commission pour la Pastorale de l'Enfant, le Ministère brésilien de la Justice et Caritas internationalis. (CE) (Agence Fides 17/02/2014)